



PROJECT MUSE®

De l'audiovisuel au numérique : Tous acteurs de la communication ?

Patrick Fridenson

Le mouvement social, Numéro 268, juillet-septembre 2019, pp. 3-28 (Article)



Published by Association Le Mouvement Social

➔ For additional information about this article

<https://muse.jhu.edu/article/746809>

De l'audiovisuel au numérique : tous acteurs de la communication ?

par Patrick FRIDENSON*

Durant trois années, Larissa Zakharova et moi avons animé un séminaire sur l'histoire de la communication à l'Est et à l'Ouest. C'est ce qui nous a inspiré la proposition faite au comité éditorial du *Mouvement social*, à l'automne 2016, de consacrer un numéro spécial à l'histoire sociale de la communication médiée. En abordant les communications sur supports audiovisuels puis numériques, nous étions animés de trois convictions.

La première était qu'il y avait un retard à tenter de rattraper pour la revue. *Le Mouvement social* a, dès ses débuts, écrit sur le cinéma et son histoire. Il a assez vite publié sur les mobilisations via le numérique, mais n'a continué qu'une fois, en 2011 (avec un article sur la révolution tunisienne de 2010-2011)¹. Sur la radio, il a publié deux articles et un dans sa collection² ; il n'a publié aucun article sur l'histoire de la télévision

* Historien, directeur d'études à l'EHESS.

Larissa Zakharova, née à Leningrad en 1977, y avait commencé ses études supérieures d'histoire puis avait fait un mémoire d'histoire au Collège universitaire français de Saint-Petersbourg et était venue préparer une thèse de doctorat à l'EHESS. De 2010 à 2019, elle a été maître de conférences à l'EHESS avec un poste intitulé « Outils de communication, modes de gouvernement, rapports sociaux en URSS, 1917-1991 ». Elle a notamment publié un livre tiré de sa thèse : *Shabiller à la soviétique. La mode et le dégel en URSS* (Paris, CNRS Éditions, 2011), dirigé le numéro spécial « Le quotidien du communisme : pratiques et objets » des *Annales HSS*, vol. 68, n° 2, en 2013, codirigé avec L. Hilaire-Pérez *Les techniques et la globalisation au XX^e siècle* (Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016) et publié différents articles, dont « La mise en scène de la mode soviétique au cours des Congrès internationaux de la mode (années 1950-1960) », *Le Mouvement social*, n° 221, 2007, p. 33-54. Elle est décédée de maladie en 2019. Voir l'hommage de la direction de son laboratoire, le Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC) : <https://www.cercec.fr/actualite/disparition-de-larissa-zakharova>, et celui qui lui est rendu dans les *Cahiers du monde russe*, vol. 60, n° 2-3, 2019. La liste complète de ses publications : <https://www.cercec.fr/membre/larissa-dufaud-zakharova>.

1. F. GRANJON, « Les répertoires d'action télématique du néomilitantisme », *Le Mouvement social*, n° 200, 2002, p. 11-32 ; F. TRAUTMANN, « Pourquoi boycotter ? Logique collective et expressions individuelles : analyse de systèmes de représentations à partir du cas Danone », n° 207, 2004, p. 39-55 ; L. DAKHLI, « Une lecture de la révolution tunisienne », n° 236, 2011, p. 89-103.

2. C. MÉADEL, « Programmes en masse, programmes de masse ? La diffusion de la radio en France pendant les années trente », in R. ROBIN (dir.), *Masses et culture de masse dans les années trente*, Paris, Éditions ouvrières-Mouvement social, 1991, p. 51-68 ; H. GLEVAREC, « France Culture. Une seconde radio pour les professions intellectuelles et culturelles »,

(en ayant commandé un seul à la fin des années 2000, mais qui n'est jamais arrivé). Le bilan est un peu meilleur en ce qui concerne les recensions d'ouvrages. Certes, il y a eu un déficit spécifique des historiens en matière de recherches sur la télévision, comme le pointe l'historien belge Andreas Fickers cité par Cécile Méadel dans ce numéro. Cette difficulté est partagée par une partie de la sociologie française de la culture. Mais ce sont là maigres consolations pour une revue qui a exploré la communication épistolaire, la carte postale, la chanson, ou bien le téléphone portable. Nicolas Hatzfeld avait suggéré en 2007, dans cette revue, la nécessité d'aller de l'avant : « L'évolution incite à remettre sur le métier l'étude de l'audiovisuel dans les pages du *Mouvement social*³. » Cela vaut tout autant pour le numérique.

Notre deuxième conviction était que les communications dans l'audiovisuel et le numérique, médiées par le poste de radio, le téléviseur, l'ordinateur, la tablette et le smartphone, combinent la réalité, l'imaginaire et les usages ordinaires par l'entremise de médias différents qui chacun sont à la fois des espaces d'information, de création et de diffusion. C'est pourquoi, dans un numéro spécial de revue très remarqué par les spécialistes des pays de l'Est, Kristin Roth-Ey et Larissa Zakharova avaient distingué trois axes transversaux : la communication entre le public et le privé ; le défi des innovations techniques ; les rapports entre médias, informations et émotions⁴.

Notre troisième conviction était que, pour aborder un sujet neuf pour l'histoire sociale comme celui-ci, il fallait, d'une part, réunir des contributions autorisant une lecture intermédiaire et intertechnologique, d'autre part obtenir la participation de chercheuses et de chercheurs de plusieurs disciplines. Enfin, devant la variété des travaux en cours, il fallait choisir un seul thème. Le comité éditorial a validé et enrichi cette approche. Le thème qui s'est imposé à nous a été celui des acteurs de la communication dans l'audiovisuel et le numérique : sont-ils uniquement des professionnels bien identifiés, salariés et dirigeants des États, des entreprises privées ou des associations, ou d'autres voix s'expriment-elles ? Dans quelles conditions et avec quels effets ?

Au moment où nous avons bon espoir de voir ce numéro préparé en commun toucher au port, la maladie qui avait frappé Larissa Zakharova pendant son séjour de recherche à Moscou l'a emportée, à 41 ans, le 2 mars 2019. Du moins avait-elle eu le courage d'achever son mémoire inédit pour l'habilitation à diriger des recherches en histoire, qui porte

Le Mouvement social, n° 219-220, 2007, p. 115-129 ; I. HAYES, « Quel usage des sources radiophoniques en histoire sociale ? Cheminement à partir d'une démarche empirique : le cas de Radio Lorraine Cœur d'Acier (Longwy, 1979-1980) », *Le Mouvement social*, n° 256, 2016, p. 117-137.

3. N. HATZFELD, « Histoire sociale et expérience audiovisuelle », *Le Mouvement social*, n° 218, 2007, p. 79.

4. « Communiquer en URSS et en Europe socialiste. Techniques, politiques, cultures et pratiques sociales », *Cahiers du monde russe*, vol. 56, n° 2-3, 2015.

sur d'autres types de communication que celles qui sont présentées dans ce numéro spécial : les conversations privées ou les appels téléphoniques en URSS, sous les yeux et oreilles du pouvoir, l'ouvrage étant à paraître en 2020⁵. Le compte rendu qu'elle a écrit, pour ce numéro, d'un ouvrage américain sur les difficultés de la Russie soviétique à interconnecter ses ordinateurs en un réseau télématique national⁶ est ainsi exemplaire d'une approche qui refuse l'idée d'une voie par essence unique, l'américaine, vers un domaine nouveau de la communication médiée, et considère les pays de l'Est – et du Sud – comme essentiels.

La proposition d'histoire sociale de la communication dans l'audiovisuel et sur Internet que ce numéro défend est englobante : elle ne se limite ni aux élites ni aux professionnels, elle veut être celle des pratiques, des sensibilités et des interactions de tous les acteurs de la communication dans ce domaine. Elle est donc imbriquée avec l'histoire des techniques aussi bien qu'avec l'histoire culturelle.

Trois points seront examinés ici : les apports d'autres spécialités pour l'histoire sociale, les éléments d'un regard d'histoire sociale sur la communication audiovisuelle et numérique, les choix et résultats de ce numéro.

Les acteurs de la communication médiée saisis par d'autres spécialités

En interrogeant la variété des acteurs de la communication médiée par les technologies de l'information et de la communication (TIC), nous avons choisi de retenir deux définitions préalables. L'une est la définition des TIC que donne Cécile Méadel dans son article : récusant « les partitions entre médium et média ou entre technologie et application, matériel et logiciel », elle vise « des dispositifs de communication permettant les échanges entre personnes ou entre groupes qui fixent, de manière non limitative et non nécessairement contrainte, les règles et les formes de l'échange interindividuel ou collectif ». La seconde repose sur notre désaccord avec l'économiste Alain Le Diberder qui, dans un récent et stimulant ouvrage, restreint l'audiovisuel à ce qu'il considère comme ses « deux piliers » : la télévision et le cinéma sous leurs différentes formes, y compris numériques. Mais, ce faisant, il choisit délibérément d'exclure la radio⁷. Si l'on comprend bien sûr les raisons proprement économiques et actuelles de cette définition fondée sur des interactions croissantes entre des secteurs jusqu'ici étrangers les uns aux autres, elle minimise le poids du long terme sur le monde social. Ce dernier est pourtant souligné avec beaucoup de force par la revue *RESET. Recherches en sciences sociales sur*

5. L. ZAKHAROVA, *De Moscou aux confins du monde. Communications, politique et société en URSS*, Paris, Éditions de l'EHESS, à paraître en 2020.

6. B. PETERS, *How Not to Network a Nation: The Uneasy History of the Soviet Internet*, Cambridge, MIT Press, 2016.

7. A. LE DIBERDER, *La nouvelle économie de l'audiovisuel*, Paris, La Découverte, 2019.

Internet dans sa page de présentation : « Il n'y a aucune raison de penser que les nouveautés suscitées en général par les Techniques de l'information et de la communication (TIC) ne relèvent pas, sur le plan de la connaissance du social, d'une prolongation des processus de civilisation ou de désenchantement du monde, d'une reconfiguration des formes instaurées de distinction culturelle, des dispositifs de gouvernementalité ou de performativité du genre, d'une production d'espaces sur lesquels prennent place des rites d'interaction, des stratégies matrimoniales et économiques, des expressions obligatoires des sentiments ; force est de constater que tous ces mécanismes sont apparus bien avant la découverte même de l'électricité⁸. » Mais, de l'écrit à l'écran, les manières de communiquer par les textes et les images changent, et, avec Roger Chartier, on peut parler d'une révolution en marche⁹.

S'il apparaît très tôt que la communication audiovisuelle ne s'arrête pas aux limites géographiques de la nation, ce qui amène, on le sait, à la création à partir de 1925 d'organismes internationaux chargés de répartir l'espace des ondes, ce numéro ne considère pas qu'elle est pour autant sans frontières. Les différents acteurs de cette « économie immatérielle¹⁰ » sont à la fois de plain-pied dans des cadres nationaux et sensibles à tout ce qui ouvre sur l'international. L'exemple le plus saisissant reste celui du rôle des chaînes de télévision ouest-allemandes, désormais traité par des historiens, dans l'évolution des sensibilités des citoyens de l'Allemagne de l'Est durant la guerre froide, puis dans l'ébranlement des années 1980¹¹. En revanche, c'est à partir de 1929 que les gouvernements européens créent des stations de radio à destination des colons, voire des colonisés : dans l'ordre, la Hollande, la France¹², la Grande-Bretagne, la Belgique¹³. La même année, Radio Moscou est la première station à émettre en plusieurs langues, pour élargir son rayonnement politique, et sur ondes courtes¹⁴. Le Deutschlandsender et la BBC, devenue publique, en font vite autant. À partir des années 1980, ce sera au tour de chaînes de télévision internationales ou nationales de se manifester par satellites en Europe, en Afrique

8. Comité de rédaction, « Présentation de la revue *RESET* », *RESET. Recherches en sciences sociales sur Internet*, 2012. En ligne : <https://journals.openedition.org/reset/329>.

9. R. CHARTIER, « L'écrit sur l'écran. Ordre du discours, ordre des livres et manières de lire », *Entreprises et histoire*, n° 43, 2006, p. 15-25.

10. O. BOMSEL, *L'économie immatérielle. Industries et marchés d'expériences*, Paris, Gallimard, 2010.

11. H. L. GUMBERT, *Envisioning Socialism: Television and the Cold War in the German Democratic Republic*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2014 ; T. GROSSMANN, *Fernsehen, Revolution und das Ende der DDR*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2015.

12. Pour la France, voir à titre de première pierre F. BRUNNQUELL, *Fréquence monde : du Poste colonial à RFI*, Paris, Hachette, 1991.

13. A. FICKERS et P. GRISET, *Communicating Europe. Technologies, Information, Events*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019, p. 188-189.

14. M. D. WINEK, « Radio as a Tool of the State: Radio Moscow and the Early Cold War », *Comparative Humanities Review*, n° 3, 2009, p. 99-113.

et en Asie. L'effet objectif de tous ces programmes par-delà les frontières¹⁵ est d'accroître la capacité de choix culturels et politiques d'une frange des usagers des zones urbaines¹⁶. De même, un intérêt croissant s'est manifesté symétriquement pour les usages que les responsables ou citoyens des peuples devenus indépendants ont pu faire de la radio et de la télévision en des moments critiques. Enfin, l'histoire des relations internationales et les sciences de l'information et de la communication (SIC) ont attiré l'attention sur des pratiques hors normes : le contournement des censures, les piratages audiovisuels et autres entraves à la propriété intellectuelle (comparables jusqu'à un certain point au piratage fort ancien de la musique aux États-Unis qui a entraîné une redéfinition du copyright en la matière)¹⁷, les rapports entre technologies de communication et migrations, bref, l'engagement d'une partie significative des acteurs de la communication dans une géopolitique de l'audiovisuel et de l'Internet¹⁸.

Il y a donc profusion de ressources possibles pour des recherches sur les acteurs de la communication audiovisuelle ou numérique, que ce soit parmi les historiens et sociologues spécialisés dans les médias, les spécialistes des SIC ou encore les praticiens des études sonores.

La spécialisation d'une partie des historiens et des sociologues

La majorité des premiers historiens des médias est venue de l'histoire de la presse, pour ensuite emprunter les chemins de l'audiovisuel, puis des supports numériques. À la suite de cette diversification, qui s'est produite à partir du début des années 1960 dans le monde occidental puis au Japon¹⁹, une série d'acteurs de la communication médiée, dont certains ne limitent pas leurs activités à un média, ont été mis en lumière par des historiens : les professionnels (journalistes et animateurs, artistes et comédiens, producteurs), les acteurs des entreprises (propriétaires, publicitaires, banquiers), les organismes de sondages, les États comme attributeurs de fréquences ou de canaux, propriétaires, régulateurs ou censeurs. La communication médiée est vue comme affaire de domination et de professionnalisation, mais les recherches s'intéressent aussi aux contre-

15. T. HOCHSCHERF, R. LEGAY et H. WAGNER (dir.), « Radio Beyond Boundaries », *Historical Journal of Film, Radio and Television*, vol. 39, n° 3, 2019.

16. T. MATTELART, « Radios et télévisions internationales, acteurs de la mondialisation de l'information », *Les Cahiers français*, n° 338, 2007.

17. A. CUMMINGS, *Democracy of Sound: Music Piracy and the Remaking of American Copyright in the Twentieth Century*, New York, Oxford University Press, 2013.

18. T. MATTELART, « The Changing Geographies of Pirate Transnational Audiovisual Flows », *International Journal of Communication*, n° 10, 2016, p. 3503-3521 et « Ethnic Minorities' Media Experiences: From the Transnational to the Local: The Example of the Populations of Maghrebi Origin in France », *Journal of Arab and Muslim Media Research*, vol. 10, n° 2, 2017, p. 109-127 ; O. KOCH et T. MATTELART (dir.), *Géopolitique des télévisions transnationales d'information*, Paris, Éditions Mare et Martin, 2016.

19. Pour un exemple français : A. LENOBLE-BART et J.-J. CHEVAL (dir.), *Actualité d'André-Jean Tudesq*, Pessac, Éditions de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2016, notamment les chapitres 2 et 3.

pouvoirs : associations d'auditeurs et de téléspectateurs, apparition de syndicats et de sociétés de journalistes. Le public se voit reconnaître une forme d'influence : les deux historiennes allemandes qui ont récemment étudié Radio Luxembourg, l'une en France depuis 1945, l'autre en Allemagne depuis 1957, ont souligné la prise en compte systématique de la demande du public, mesurée par divers moyens ²⁰.

Deux autres éléments sont à souligner. L'un est l'intérêt d'une partie des professionnels pour cette histoire en train de se faire ; intérêt qui les mène à participer de diverses manières à son écriture. En France, par exemple, la revue de la Bonne Presse, puis Bayard Presse, *Presse-Actualité* (1956-1985), ouvre ses colonnes à l'audiovisuel, et son successeur, *Médiaspouvoirs* (1985-1998), beaucoup plus académique, à Internet. Des professionnels fondent le Comité d'histoire de la télévision en 1980, d'autres celui de la radio en 1981, en incluant des historiens. Ces comités recueillent des témoignages, se préoccupent d'archives, publient des bulletins et aujourd'hui tiennent à jour des sites appréciés, fruits de leurs recherches. Leur action est prolongée par des professionnels à titre individuel ²¹. L'autre élément est l'établissement d'une relation avec l'histoire culturelle. La Société française pour l'histoire des médias, fondée en 2000 ²², a suivi de peu la création en 1999 de l'Association pour le développement de l'histoire culturelle.

Il en résulte une offre éditoriale croissante. D'une part, des revues d'histoire spécialisées voient le jour : *Rundfunk und Geschichte* existe depuis 1986 en Allemagne ; *Le Temps des médias* est créé en France en 2003, tandis que la revue en ligne *VIEW: Journal of European Television History and Culture* est fondée aux Pays-Bas en 2012. D'autre part, des éditeurs créent des collections spécifiques d'ouvrages de recherche : citons, par exemple, la collection « Medien und Gesellschaftswandel im 20. Jahrhundert » chez Wallstein Verlag à Göttingen ; ou encore, en France, les ouvrages (ou les revues) que l'Institut national de l'audiovisuel (INA) édite ou coédite sur « l'histoire et la sociologie des médias, des débuts de la radio aux développements les plus récents du web et des médias audiovisuels en ligne ²³ », ainsi que les séries « Information-communication » des Presses universitaires de Grenoble ou « Culture médias » de Nouveau Monde Éditions. Et, dans le monde anglo-saxon, les ouvrages collectifs de mise au point sous les noms de *Handbook*, *Reader* ou *Companion* ²⁴.

20. A. JEHLÉ, *Welle der Konsumgesellschaft. Radio Luxembourg in Frankreich 1945-1975*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2018 ; K. BERG, *Grenzenlose Unterhaltung. Radio Luxembourg in der Bundesrepublik 1957-1980*, Göttingen, Wallstein Verlag, à paraître en 2020.

21. Par exemple, le site de Michel Frémy, Histoire de radio : <https://www.media-radio.info>, qui couvre l'histoire des radios dans le monde.

22. Son premier congrès s'est tenu en 2016 et vient d'être publié : C. BLANDIN, F. ROBINET et V. SCHAFFER, avec la collaboration de E. FANTIN (dir.), *Penser l'histoire des médias*, Paris, CNRS Éditions, 2019.

23. <https://institut.ina.fr/offres-services/analyse-des-medias/publications>.

24. Par exemple P. SIMONSON, J. PECK, R. T. CRAIG et J. JACKSON (dir.), *The Handbook of Communication History*, New York, Routledge, 2013 ; K. ARNOLD, P. PRESTON et

Des mouvements parallèles peuvent être observés chez une partie des sociologues français. C'est d'abord la reconversion d'une fraction de la sociologie du travail vers les communications de masse qui donne naissance fin 1961 à la revue *Communications*, fondée par Georges Friedmann, Edgar Morin et Roland Barthes (même si depuis lors cette revue s'est élargie à bien d'autres domaines). C'est ensuite le Centre national d'étude des télécommunications (CNET), au sein du ministère des PTT, qui ouvre en 1982 un département des usages sociaux des télécommunications (UST), fondé par le sociologue Patrice Flichy. Il compte peu de membres et propose donc des contrats d'enquête à des universitaires²⁵. Ce département est le support de la revue de recherche *Réseaux. Communication, technologie, société*, qui commence la même année et associe autour d'un noyau de sociologues des chercheurs d'autres disciplines. C'est enfin, après l'extension de la sociologie de l'innovation à la communication, la reconversion de spécialistes de la sociologie urbaine à l'étude des dynamiques de la société de communication présente, par exemple Manuel Castells ou Monique Dagnaud²⁶.

Dans le même temps, une nouvelle discipline apporte ses propres productions.

Les sciences de l'information et de la communication

De l'histoire de cette discipline surgie dans le monde entier je me bornerai à brosser quelques touches relatives à la France, qui s'y engage après les universitaires anglo-saxons²⁷. L'ambition de formation professionnelle est présente depuis le début, avec l'apparition des techniques de communication parmi les départements tertiaires des Instituts universitaires de technologie implantés à partir de 1966, et elle reste vigoureuse lors de l'élaboration d'un cursus universitaire complet qui en est la seconde phase. Elle se conjugue ensuite, après Mai 68, avec une ambition de recherche qui aboutit, en 1972, à une réunion à la Maison des sciences de l'homme à l'initiative de Roland Barthes (École pratique des hautes études), Robert Escarpit (Université Bordeaux III), Jean Meyriat (Fondation nationale des sciences politiques). Les participantes et

S. KINNEBROCK (dir.), *The Handbook of European Communication History*, Hoboken-Oxford, Wiley-Blackwell, 2019 ; W. H. DUTTON (dir.), *The Oxford Handbook of Internet Studies*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

25. J. JOUËT, « Les pratiques numériques ne peuvent pas se réduire à l'utilisation des outils » (propos recueillis par I. Didier et P. Raynaud), *La Revue des médias*, publié le 2 juillet 2019, mis à jour le 30 juillet 2019 : <https://larevuedesmedias.ina.fr/les-pratiques-numeriques-ne-peuvent-pas-se-reduire-lutilisation-des-outils> (la biographie intellectuelle d'une pionnière de la construction de la sociologie des usages).

26. M. CASTELLS, *L'ère de l'information*, t. I-III, Paris, Fayard, 1998-1999 et *La galaxie Internet*, Paris, Fayard, 2001 ; M. DAGNAUD, *Les artisans de l'imaginaire. Comment la télévision fabrique la culture de masse*, Paris, Armand Colin, 2006 et *Le modèle californien. Comment l'esprit collaboratif change le monde*, Paris, Odile Jacob, 2016.

27. B. MIÈGE, « Les apports à la recherche des sciences de l'information et de la communication », *Réseaux*, n° 100, 2000, p. 547-568 ; R. BOURE (dir.), *Les origines des sciences de l'information et de la communication. Regards croisés*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2002 ; *Questions de communication*, n° 10, 2006 et n° 11, 2007.

participants s'entendent sur le nom de la nouvelle discipline, sur la création de formations à la recherche et d'unités de recherche, sur la demande de postes sur le territoire et d'une section du Comité consultatif des universités, obtenue en 1975. La pluralité des origines caractérise cette première génération d'enseignants-chercheurs (études cinématographiques, études littéraires, sciences de la documentation, sciences du langage, sémiologie, sociologie, etc.), ainsi qu'une orientation littéraire, notamment par « la réflexion sur le texte comme support d'une communication esthétique ; la langue et les signes comme moyens de la relation ; la signification pour l'usage, historique et philologique, du document ». La différence est frappante – et aussi les tensions – avec la génération suivante, beaucoup plus frottée aux sciences sociales et intéressée par les acteurs de la communication qui nous occupent dans ce numéro spécial. En s'orientant davantage vers les sciences sociales, la recherche en SIC entend aussi être liée aux milieux professionnels et fournir des observatoires pour les industries culturelles²⁸.

Les apports des SIC pour l'histoire sociale tiennent à plusieurs caractéristiques de leur développement. L'une est l'affirmation de dix spécialités en leur sein : médias et journalisme ; images, cinéma, médias audiovisuels et industries culturelles ; communication publique et politique ; communications et organisations ; médiations mémorielles, culturelles et patrimoniales ; numérique : stratégies, dispositifs et usages ; informations, documents et écritures ; design ; organisation des connaissances ; médiation des savoirs, éducation et formation. Une autre est l'accroissement de leur potentiel de formation et de recherche : 830 enseignants-chercheurs en 2017, dont 108 professeurs, 79 professeures, 281 maîtres de conférences, 362 maîtresses de conférences, rassemblés avec leurs collègues du CNRS dans 38 unités de recherche. Une troisième tient à l'émergence et à la labellisation de quinze revues : *Communication* (revue québécoise), *Communication et langages*, *Les Enjeux de l'information et de la communication*, *Essachess*, *Études de communication*, *Hermès*, *la Revue. Cognition, communication, politique*, *Interrogations?*, *MEI. Médiations et information*, *Politiques de communication*, *Quaderni. Communication, technologies, pouvoir*, *Questions de communication*, *Recherches en communication*, *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, *Sciences de la société*, *Sociétés et Représentations*, étant entendu que les deux dernières ne sont pas propres aux SIC²⁹.

On observera cependant que cette liste n'inclut pas *Réseaux*, que nous avons analysée plus haut, sans doute par souci d'affirmation des SIC, ni non plus, sans doute parce qu'elle n'a jamais cherché à être une revue

28. J. MEYRIAT et B. MIÈGE, « Le projet des SIC : de l'émergent à l'irréversible (milieu des années 1960-milieu des années 1980) », in R. BOURE (dir.), *Les origines...*, op. cit., p. 61.

29. Conférence permanente des directeurs d'unités de recherche en SIC, *Dynamiques des recherches en sciences de l'information et de la communication*, 2017. En ligne : <http://cpdirsic.fr/wp-content/uploads/2018/09/dynamiques-des-recherches-sic-web-180919.pdf>.

universitaire, la voix singulière de la revue dirigée par le philosophe Régis Debray : les *Cahiers de médiologie*, de 1996 à 2004, puis *Médium. Transmettre pour innover*, qui vient de publier son dernier trimestriel sur papier, espérant rebondir en version numérique. Le terme de médiologie avait été forgé par Debray en 1979, dans son livre critique *Le pouvoir intellectuel en France*, pour appeler à la réflexion sur les « médiations techniques et institutionnelles de la culture », en particulier « le pouvoir des signes, les dispositifs techniques de communication, le sens des pratiques symboliques ». Aussi bien des historiens des techniques que des chercheurs en information et communication ont-ils collaboré à cette entreprise, qui, tout comme *Communications*, a débordé son champ, mais, elle, y est revenue périodiquement. Attentive aux changements liés aux nouveaux médias « dans l'économie psychique des sujets humains, comme dans nos usages et procédures ³⁰ ».

Mais c'est d'une autre direction qu'est venue la mise en valeur des pratiques d'écoute.

Un nouvel angle : les études sonores

L'histoire sociale peut tirer parti des études sonores, apparues dans les années 2000 et propagées depuis 2015 par la revue semestrielle *Sound Studies*. Elles mettent en valeur des acteurs spécifiques, comme les métiers de la création et de l'enregistrement de sons, questionnent la primauté des acteurs de l'image, que le cinéma, la télévision et le numérique ont entretenue, s'intéressent aux technologies de reproduction ou de compression sonore dont les acteurs de la communication peuvent disposer. Si l'importance du son pour caractériser les actes et les personnes avait été perçue de longue date par divers Français, comme les anthropologues et les historiens du social, Lucien Febvre par exemple, Alain Corbin et d'autres, ou, de nouveau, par Roland Barthes, dans son ultime livre ³¹, les études sonores ont été développées avant tout par des chercheurs anglo-saxons. Deux approches différentes ont émergé. L'une vient des *Science and Technology Studies*. Elle part de l'idée que les pratiques d'écoute des ingénieurs, scientifiques et médecins peuvent donner sens à ce qu'ils étudient et engendrer du savoir, des designs et des appareils, le son étant une information ³². L'autre, qui vient des *Cultural Studies* et de l'ethnomusicologie, souligne les conditions matérielles, spatiales et discursives de l'écoute et les rapports entre les facultés sensorielles et les pratiques sociales des individus comme des communautés. Cette approche a été promue notamment par le Canadien Jonathan Sterne dans deux

30. Formules piochées sur mediologie.org, dernière modification le 22 juillet 2019.

31. R. BARTHES, *Le grain de la voix*, Paris, Éditions du Seuil, 1981 ; J.-P. GUTTON, *Bruits et sons dans notre histoire : essai sur la reconstitution du paysage sonore*, Paris, PUF, 2000 ; A. FARGE, *Essai pour une histoire des voix au dix-huitième siècle*, Paris, Fayard, 2009.

32. T. PINCH et K. BIJSTERVELD (dir.), *The Oxford Handbook of Sound Studies*, Oxford, Oxford University Press, 2012, notamment l'introduction : « New Keys to the World of Sound », p. 3-55.

ouvrages récemment traduits en français³³. Les études sonores ont été lentes à pénétrer chez les historiens en France, alors qu'elles suscitaient par exemple un dossier dans la *Revue de la BnF* en 2017³⁴ puis, dans les SIC, un numéro hors-série de *Politiques de la communication* l'année suivante. Un colloque international, « Le son et la musique au prisme des *sound studies* », qui s'est tenu en janvier 2019, est susceptible d'accroître leur pénétration³⁵. Il nous a semblé utile d'en faire autant.

Comment l'histoire sociale peut-elle s'emparer de ces différentes ressources en se centrant sur les acteurs de la communication sans verser dans l'histoire déjà plus que défrichée de la culture de masse ?

Un regard d'histoire sociale

Une approche d'histoire sociale déconstruit la confortable dialectique longtemps partagée par de nombreux responsables de chaînes de par le monde et exprimée dans le rapport mensuel du service des études de la RTF en novembre 1963 : « imposer au public ce qu'il désire obscurément³⁶ ». Elle met l'accent sur le fait qu'une partie des usagers peuvent devenir des acteurs de la communication médiée, qu'ils ont en face d'eux des professionnels aux aspirations et parcours pluriels, et qu'avant même Internet et *a fortiori* depuis, des mobilisations se déclenchent dans certaines circonstances.

Un exemple individuel pris en France en 1968 peut éclairer cette affirmation abrupte en montrant comment l'éventail des techniques disponibles offre des choix qui peuvent élargir le champ d'influence des individus ordinaires. En Mai 68, un élève de 3^e B du collège de Bitche, une commune industrielle de Lorraine où aucune grève n'a lieu, ni ouvrière, ni enseignante, participe à une petite grève d'élèves. Cinquante ans plus tard, il lie ce souvenir à sa pratique de la radio, sa « principale ouverture sur le monde ». Si, comme beaucoup de jeunes de l'époque, « le plus souvent » il est branché sur Europe 1, en grandes ondes, Roland Pfefferkorn a aussi « découvert peu de temps auparavant, sur les ondes courtes, l'émission en français de Radio Prague destinée à la jeunesse », qu'il écoute « assez régulièrement³⁷ ». La technologie permet ainsi à ce Français d'être en contact direct avec le Printemps de Prague. De même, et à une autre

33. J. STERNE, *Une histoire de la modernité sonore*, Paris, La Découverte-Philharmonie de Paris, 2015 et *MP3 : économie politique de la compression*, Paris, Cité de la musique-Philharmonie de Paris, 2018.

34. B. DICALÉ et P. CORDEREIX, « Le mur du son. Quand le son fait sens », *Revue de la BnF*, n° 55, 2017.

35. <https://www.ehess.fr/fr/conference-sound-studies>.

36. Cité d'après les travaux de J. BOURDON par I. GAILLARD, *La télévision. Histoire d'un objet de consommation, 1945-1985*, Paris-Bry-sur-Marne, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques-INA Éditions, 2012, p. 159.

37. R. PFEFFERKORN, « Mai 68 au Pays de Bitche », *Raison présente*, n° 206, 2018, p. 97-102, ici p. 99.

échelle, l'arrivée du podcast à partir des années 2000 donne aux usagers de la communication médiée qui s'en emparent des moyens d'accès plus vastes et non linéaires aux émissions sonores ou visuelles rediffusées sur la toile, comme à des créations sonores natives rendues disponibles par les radios traditionnelles, les webradios, d'autres entreprises et des podcasteurs indépendants. Elle élargit à la fois les possibilités de création et l'autonomie des auditeurs et téléspectateurs vis-à-vis des grilles des radio-télévisions³⁸.

Une partie des usagers comme acteurs de la communication médiée

Différentes recherches font apparaître une gamme de formes d'expression d'une fraction des auditeurs et téléspectateurs, pouvant aller jusqu'à l'interactivité. Les exemples pris ici sont français, mais ont leurs équivalents ailleurs.

Des témoignages ou des recherches ont montré le rôle joué depuis 1945 par le courrier des auditeurs ou de téléspectateurs, pouvant aboutir à la suppression d'émissions³⁹.

D'autres ont mis l'accent sur l'émergence de dispositifs participatifs ou même interactifs conçus par des stations de radio, puis de télévision. Le téléphone en est souvent l'instrument. Europe n° 1, à l'initiative du producteur Jacques Antoine, semble en avoir été le précurseur, en mobilisant le standard téléphonique de la société SVP. Il s'agissait, à l'origine, d'un service public de renseignements téléphoniques créé en décembre 1935 par le ministre des PTT Georges Mandel, puis privatisé en 1939 et dès lors sur le créneau des services aux hommes d'affaires et cadres. En 1955, année de naissance de cette radio privée, l'émission *Cent mille Français* recueille l'opinion de Français réunis dans 225 salles de cinéma sur des questions d'actualité. Plus durable, une autre émission, *Vous êtes formidables*, fait appel grâce au téléphone à la solidarité des Français ou à leur soutien à de grandes causes, internationales (la Hongrie en 1956) ou nationales⁴⁰. Ce n'est pas le lieu de faire une généalogie de l'interactivité dans les radios françaises, que la thèse de Blandine Schmidt dont nous avons tiré ces exemples permet d'établir, mais on peut observer que ces méthodes sont transposées à partir de 1960 dans le service public de télévision, avec souvent les mêmes producteurs. D'*Avis aux amateurs* aux *Dossiers de l'écran* (1967-1991) et à d'autres émissions, des auditeurs triés et filtrés peuvent intervenir. Puis, des sondages sont réalisés en direct auprès des téléspectateurs d'émissions politiques. D'autres recherches, croisant l'analyse des émissions avec celle de la réception, évaluable notamment par les courriers d'auditeurs, ont montré l'importance de la radio de nuit,

38. E. COHEN, « La baladodiffusion : de la réécoute à la création sonore de podcasts », *Sociétés et Représentations*, n° 48, 2019, p. 159-167.

39. B. DEMORY, *Au temps des cataplasmes : 1944-1968. La France d'avant la télé*, Boulogne-Billancourt, Ginkgo, 2010.

40. B. SCHMIDT, « Radiographie de l'interactivité radiophonique », thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Bordeaux Montaigne, 2016.

initiée en France par le service public en 1955, pour des catégories d'usagers spécifiques : automobilistes, routiers, femmes et hommes soucieux de confidences dialoguées à l'antenne, la communication sur les ondes de nuit devenant un « lieu propice à la rencontre entre auditeur et animateur ⁴¹ ». En Italie, l'interactivité avec des auditeurs au téléphone dans trois émissions différentes (services ; création loufoque ; rock) est à partir de 1969 la réplique à succès de la chaîne publique Radio 1 de la RAI face à la concurrence du poste périphérique Radio Monte Carlo Italia ⁴². Dans tous les cas, il s'agit de dispositifs de prise de parole encadrés, dont les réactions du public par SMS ou Twitter à des émissions actuelles sont comme un lointain écho ⁴³.

Seul le développement aux États-Unis, à partir de 1949, d'un média à part, la Citizen's Band radio (CB), permet, à l'échelle régionale, une liberté complète des échanges entre usagers ayant obtenu une licence : routiers, automobilistes, communautés d'amis, de voisins, de familles, voire de professionnels. Cela représente, à la fin des années 1970, 30 à 50 millions de cibistes. L'Europe occidentale se joint au mouvement à partir de 1974. L'Allemagne de l'Ouest rassemble ainsi 2,5 millions de cibistes dans les années 1980. De même, les médias numériques d'aujourd'hui, quoique globaux, sont caractérisés par la fluidité des réseaux, l'expérience de sociabilités diverses, des formes nouvelles de rassemblement en masse ⁴⁴.

Les radios libres européennes des années 1970 et 1980 ont montré semblables aspirations à l'échange, mais aussi la multiplicité des « malentendus créateurs » ou des contradictions possibles. Le livre d'Ingrid Hayes sur la radio de lutte implantée par la CGT à Longwy, Lorraine Cœur d'Acier ⁴⁵, permet ainsi de saisir les interventions et les réactions des auditeurs et dès lors la complexité des relations entre un collectif « d'acteurs aux trajectoires très diverses : militants syndicaux ou politiques, journalistes professionnels rémunérés par la CGT, professions intellectuelles qui participent à l'animation des émissions » et un monde ouvrier qui peut s'exprimer et se faire entendre (p. 299). « Radio tournée en théorie vers

41. M. BECCARELLI, *Les nuits du bout des ondes. Introduction à l'histoire de la radio nocturne en France*, Bry-sur-Marne, INA Éditions, 2014 et « Micros de nuit. Histoire de la radio nocturne en France, 1945-2012 », thèse de doctorat en histoire, Université Paris I, 2016.

42. A. PEDROIA, « La radio privée commerciale, un acteur central », *Médiamorphoses*, n° 23, 2008, p. 35 ; R. VINCENTI, *La prima volta del telefono. La storia del 3131 dal 1969 al 1995*, Turin, RAI-ERI, 2009.

43. A. AUBERT, *La société civile et ses médias. Quand le public prend la parole*, Lormont-Paris, Éditions Le Bord de l'eau-INA Éditions, 2009 ; G. POELS, *Les Trente Glorieuses du télé-spectateur. Une histoire de la réception télévisuelle des années 1950 aux années 1980*, Bry-sur-Marne, INA Éditions, 2015.

44. H. WEBER, « Everyman's Radio-Telephone: how CB Radio Users Mobilized West Germany's Communication », *History and Technology*, vol. 35, n° 2, 2019, p. 156-176.

45. I. HAYES, *Radio Lorraine Cœur d'Acier, 1979-1980 : les voix de la crise*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018. Compte rendu dans *Le Mouvement social*, n° 265, 2018, p. 157-159 par M. FONTAINE, auquel je me permets d'emprunter les citations ci-dessus.

le travail et vers l'usine, elle en parle paradoxalement très peu » (p. 110). Le collectif militant « s'éloigne de l'objectif de départ (la bataille pour la sidérurgie et la défense de la région) pour développer son propre projet culturel et politique, tourné vers « la prise de parole et l'apprentissage du débat, l'accès à la culture, la démythification et la réappropriation de l'information » (p. 92).

Les interactions entre les auditeurs ou spectateurs de l'audiovisuel et les professionnels de ces médias sont donc multiples, mais d'un type différent de celui qui apparaît ultérieurement avec les réseaux sociaux numériques, dont les usagers sont des acteurs plus autonomes. Elles ne rendent que plus nécessaire une connaissance fine de ces professionnels et de leurs pratiques : c'est aujourd'hui un enjeu spécifique pour l'histoire sociale de la communication médiée.

Les professionnels

Une approche d'histoire sociale vise à établir une typologie des parcours professionnels dans l'audiovisuel puis le numérique : leur autodidaxie ou leur formation (dans des universités, des écoles d'ingénieurs, des grands établissements, des instituts publics, des écoles de commerce, mais aussi dans des écoles privées spécialisées), les relations entre marché du travail externe et interne, les salaires et revenus annexes⁴⁶, les conditions de travail, la hiérarchie, la carrière qui peut être continue (les ingénieurs et une partie des techniciens) ou discontinue ou à multiples séquences, les périodes de chômage, les rapports de genre (les hommes très majoritaires dans les métiers à compétence numérique, les documentalistes étant surtout des femmes). Elle s'intéresse aussi à l'héritage des professions du spectacle et, dans une moindre mesure, de la presse, à l'éventail des métiers spécialisés qui sont ensuite reconnus : aujourd'hui, au moins 350 en France pour l'ensemble cinéma-audiovisuel-numérique⁴⁷, et à la constitution de professions. Elle aborde la négociation collective avec les employeurs et les conflits sociaux qui peuvent éclater. Ces thèmes ne sont pas spécifiques à ce domaine et se retrouvent souvent dans les professions culturelles. En revanche, les travaux existants en soulignent trois autres. Le premier d'entre eux est celui de l'importance du collectif : l'organisation dans l'audiovisuel par émission ou par projet oriente

46. K. NATHAUS, « From Dance Bands to Radio and Records: Pop Music Promotion in West Germany and the Decline of the *Schlager* Genre, 1945-1964 », *Popular Music History*, vol. 6, n° 3, 2011, p. 287-306, souligne le cas des programmeurs de radios publiques allemandes des années 1950 qui diffusent des tubes dont ils ont écrit les paroles ou la musique.

47. D'après *Le Bellefaye*, annuaire professionnel créé en 1949 pour le cinéma et qui s'est étendu aux secteurs voisins, puis est passé en ligne à partir de 2017. La SHPM signale actuellement à la recherche les monteuses et monteuses de radio ou de télévision et les décorateurs de plateaux. H. FLECKINGER, K. KITSOPANIDOU et S. LAYERLE (dir.), *Métiers et techniques du cinéma et de l'audiovisuel : sources, terrains, méthodes*, Bruxelles, Peter Lang, sous presse.

l'intérêt, comme dans le cinéma⁴⁸, vers l'étude des équipes, aussi bien pour la création que pour la répétition de programmes, les émissions de flux ou les captations. Des thèses l'ont fait pour la radio⁴⁹, beaucoup moins pour la télévision.

Le deuxième thème est la pertinence de la distinction entre public et privé⁵⁰ : d'une part, le privé est davantage consommateur de vacances et d'emplois précaires, même si le public n'est jamais exemplaire en la matière, et des sociologues ont montré comment en France, à partir de l'alternance politique de 1981, l'expansion des chaînes et des producteurs privés en matière de radio et surtout de télévision a engendré une augmentation massive du recours aux intermittents et à des vacances⁵¹ ; d'autre part, s'il est vrai que les techniciens tendent à être plus syndiqués que les journalistes, les animateurs et les ingénieurs, en revanche, les associations de membres du personnel et les syndicats sont moins implantés dans le privé que dans le public, quand bien même leur poids dans le service public varie dans le temps et l'espace⁵². La part des programmes produits en interne n'est pas la même, la part des dépenses de personnel dans les budgets non plus, mais une chaîne privée peut venir concurrencer le public sur un de ses cœurs de métier et obliger celui-ci à se rénover⁵³.

Le troisième thème, plus classique, est l'importance des rapports entre l'éventail des technologies disponibles dans une période et les transformations des conditions de travail et des métiers. Nicolas Hatzfeld l'avait souligné dans ces colonnes : « qu'il s'agisse de la formation d'un point de vue sur un sujet, des partis pris de tournage ou des modalités de prise de contact avec les lieux, la technique pèse lourd dans les possibilités de choix. Si l'arrivée du son ou celle de la couleur ont des effets relativement faciles à repérer, certaines évolutions techniques sont plus discrètes. Ainsi, ce sont les progrès dans la sensibilité des pellicules, puis des caméras de télévision, qui libèrent la prise de vues de l'encombrante nécessité des

48. S. ZARKA, « L'équipe de cinéma. Genèse et portée de la qualification du travail dans la production cinématographique en France, 1895-2018 », thèse de doctorat en sociologie, CNAM, 2019.

49. H. GLEVAREC, *France Culture à l'œuvre, Dynamique des professions et mise en forme radiophonique*, Paris, CNRS Éditions, 2001 ; B. SCHMIDT, « Radiographie de l'interactivité radiophonique », *op. cit.* ; M. BECCARELLI, « Micros de nuit... », *op. cit.* ; I. HAYES, *Radio Lorraine Cœur d'Acier...*, *op. cit.*

50. A. PEDROIA, « La radio privée commerciale... », art. cité, p. 33-37 (une mise au point concise).

51. P.-M. MENDER, « Être artiste par intermittence. La flexibilité du travail et le risque professionnel dans les arts du spectacle », *Travail et Emploi*, n° 60, 1994, p. 4-22 et Id., *Les intermittents du spectacle. Sociologie du travail flexible*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011.

52. G. HORNN, *Syndicalisme et service public de la radio-télévision*, Paris, L'Harmattan, 1992.

53. Voir ainsi aux Antilles les effets de la création en 1960 d'une station périphérique privée, Radio Caraïbes International, sur les radios publiques, d'après les mémoires posthumes de M. FERRY, *Les grandes ondes. Mémoires d'un homme de radio*, Paris, L'Harmattan-INA Éditions, 2012, préface et notes de C. Todd.

éclairages⁵⁴ ». De même, pour les journalistes de télévision, les solutions d'enregistrement vidéo autonome à partir de 1984 et depuis peu l'utilisation professionnelle du smartphone. Il peut y avoir une politique des objets techniques. Dans la Roumanie communiste des années 1960 aux années 1980, l'accès des personnels techniques de la télévision aux matériels de production et d'archivage venus de l'Ouest et les pratiques de travail associées à leur appropriation et à leur usage défient ou contournent la politique du régime et rapprochent la télévision roumaine de ses homologues occidentaux⁵⁵. Deux ouvrages ont éclairé la reconfiguration aux États-Unis d'un grand métier classique : le journalisme, à la suite à la fois de l'introduction de nouveaux outils numériques dans les rédactions et de leurs implications sur la place des internautes. À partir du début des années 2010, l'introduction du recours au réseau social Twitter dans les rédactions transforme les relations entre les journalistes et les internautes, mais aussi les pratiques journalistiques, l'organisation des rédactions, les relations entre information, marketing et publicité, comme le montre Alecia Swasy⁵⁶. Un livre encore plus récent, celui de Mark Coddington, montre que l'autonomie et la liberté des internautes individuels ou de leurs communautés deviennent dépendantes d'un nouveau métier, celui d'agrégateur de nouvelles, qui évalue les sources, reformule les récits et doit composer avec les pressions commerciales, la désapprobation d'une grande partie de la profession de journaliste et un accès limité aux éléments de première main⁵⁷.

Une approche d'histoire sociale des acteurs de la communication ne peut se limiter à ces traits structurels et à l'évolution de leurs relations. Elle doit aussi examiner comment surgissent et se réalisent des mobilisations.

Les mobilisations

Les recherches disponibles aujourd'hui mettent en exergue trois types de mobilisations, dont audiovisuel et numérique peuvent être les vecteurs⁵⁸. Elles distinguent la portée ordinaire de ces mobilisations et celle de circonstances politiques exceptionnelles.

Les mobilisations de professionnels sur des thèmes spécifiques à l'audiovisuel ou au numérique sont le plus souvent localisées, propres à un média ou une station. Des mobilisations générales, comme celles de la grande

54. N. HATZFELD, « Histoire sociale et expérience audiovisuelle », art. cité, p. 82.

55. Recherches en cours de Dana Mustata (Université de Groningue).

56. A. SWASY, *How Journalists Use Twitter: The Changing Landscape of U.S. Newsrooms*, Lanham, Lexington Books, 2016.

57. M. CODDINGTON, *Aggregating the News. Secondhand Knowledge and the Erosion of Journalistic Authority*, New York, Columbia University Press, 2019.

58. F. BLUM (dir.), *Des radios de lutte à Internet. Militantismes médiatiques et numériques*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012 (compte rendu par F. GRANJON dans *Le Mouvement social*, n° 244, 2013, p. 126-128) ; F. GRANJON, avec la collaboration de V. PAPA et G. TUNCEL, *Mobilisations numériques. Politiques du conflit et technologies médiatiques*, Paris, Presses des Mines, 2017.

majorité des personnels de la radio et de la télévision publiques durant Mai 68 en France, sont l'exception⁵⁹.

Les mobilisations d'une partie au moins de la société à propos de l'audiovisuel apparaissent un peu partout comme ayant été alimentées par le bouillonnement de la première moitié des années 1960 et par les radios pirates d'Europe du Nord. Elles trouvent leur élan avec le mouvement pour les radios libres, qui se développe au milieu des années 1970 à partir de l'Italie (Radio Alice à Bologne, cocktail situationniste de luttes ouvrières et d'analyses politiques, de déclarations d'amour, de leçons de yoga et de recettes de cuisine, de poésie et de musique, du rock à Beethoven)⁶⁰ et qui obtient le soutien d'une partie des partis politiques, des syndicats, des associations et des écologistes. Ces mouvements ont été étudiés par des thèses, des numéros de revue et des monographies⁶¹. Le néologisme *médiactivistes* qualifie heureusement les promoteurs de ces mobilisations en faveur de médias alternatifs à ceux qui étaient jusqu'ici hégémoniques et les initiateurs des expériences qui s'exprimèrent ensuite sur le Web⁶². Dans d'autres pays (en Chine, en Tunisie, en Côte d'Ivoire, etc.), on relève dans les dernières années des mobilisations sur les médias sociaux numériques contre la corruption en général et dans l'audiovisuel en particulier⁶³.

Les mobilisations proprement numériques ne datent pas d'hier. Pour la France, le moment clé n'est pas, comme on le croit souvent, le « non » au projet de Constitution européenne par référendum en 2005. Il se situe en 1999-2000, lorsque, face à la politique du ministre socialiste de l'Éducation nationale Claude Allègre⁶⁴, des groupes d'enseignants d'horizons différents, « à la recherche d'une autre manière de s'engager politiquement, [...] privilégient la transversalité et la démocratie directe [et voient dans] Internet [...] un outil à la fois rapide, économique et conforme à leur conception politique », à un moment où le nombre d'abonnés en

59. J.-P. FILIU, *Mai 68 à l'ORTF. Une radio-télévision en résistance*, Paris, INA-Nouveau Monde Éditions, 2008.

60. M. BRIZIARELLI, « Tripping Down the (Media) Rabbit Hole: Radio Alice and the Insurgent Socialization of Airwaves », *Journal of Radio and Audio Media*, vol. 23, n° 2, 2016, p. 349-363.

61. L. BASSETS (dir.), *De las ondas rojas a las radios libres. Textos para la historia de la radio*, Barcelone, Ed. Gustavo Gili, 1981 ; C. PENAFIEL SAIZ, *Las Radios Autonómicas en el Estado español. Transformaciones de la Radio entre 1980-1990*, Bilbao, Ed. Servicio Editorial de la Universidad del País Vasco, 1993 ; T. LEFEBVRE et S. POULAIN (dir.), *Radios libres, 30 ans de FM. La parole libérée ?*, Paris, L'Harmattan, 2011 ; G. CORDONI, P. ORTOLEVA et N. VERNA (dir.), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, Bologne, Minerva, 2006.

62. D. CARDON et F. GRANJON, *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013 [2010]. Évocation savoureuse dans une pièce créée par la Comédie-Française en 2018 : D. LESCOT, *Les ondes magnétiques*, Arles, Actes Sud, 2018.

63. P. HUANG, « Participation citoyenne et lutte contre la corruption. L'influence nouvelle des médias sociaux en Chine », *NETCOM*, vol. 27, n° 3-4, 2013, p. 331-350.

64. A. PROST et A. BON, « Le moment Allègre (1997-2000). De la réforme de l'Éducation nationale au soulèvement », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 110, 2011, p. 123-145.

France passe de 250 000 environ en 1997 à 3 millions en 1999 et 5,3 en 2000 ; entre octobre 1998 et octobre 1999, la proportion d'enseignants reliés chez eux à Internet double, de 19 à 38 %. Un responsable du syndicat majoritaire se souvient d'« une communication débridée ; les gens disent ce qu'ils pensent, ils écrivent comme ils le pensent, comme ils le parleraient, donc les injures fusent... ». Fin 1998-début 1999, le SNES a été littéralement « arrosé de messages ». « C'était une véritable explosion [...]. On s'est rendu compte tout à coup que les manifestations, les grèves, les grèves reconductibles, toutes les formes d'actions qui se sont montées à cette époque [...] sont passées par une communication horizontale. Nous, on ne maîtrisait plus rien. Les gens décidaient entre eux : allez, on se met en grève tel jour, tous les établissements de tel département... Ils communiquaient entre eux, les réseaux, les adresses, etc. » Le ministre est limogé par le chef du gouvernement. D'autres recherches ont analysé les modifications des mouvements sociaux ou politiques rendues possibles par l'usage de l'audiovisuel ou d'Internet⁶⁵.

À partir du pouvoir de communiquer librement en ligne, tout le pouvoir pourrait-il aller désormais aux internautes ? Certains dirigeants politiques de régimes autoritaires le craignent : en Chine, qui censure certains médias sociaux et moteurs de recherche étrangers, en Iran, qui en 2009, 2010, 2017, 2018, 2019 a fermé l'accès à Internet, et cette même année en Irak et au Cachemire sous contrôle indien. Toutefois, des enquêtes montrent que certains internautes ne sont pas dépourvus de moyens de faire face : « par exemple en Chine il est facile de trouver un logiciel illégal qui permet de contourner le bouclier doré pour accéder à des sites web étrangers. Dans d'autres cas, les utilisateurs du Web remplacent les paroles prohibées par d'autres termes conventionnels qui ne sont pas bloqués automatiquement par les logiciels appropriés parce que non prévus⁶⁶ ». Cependant, dans une démocratie il peut y avoir la barrière de l'argent pour réduire le pouvoir des internautes. Un historien américain de l'information, Richard John, vient d'attirer l'attention des milieux scientifiques sur le livre qu'une sociologue, Jen Schradie, a tiré d'une enquête de plusieurs années auprès des utilisateurs de messageries électroniques de Caroline du Nord⁶⁷. Au lieu de se polariser sur les indicateurs d'activité en ligne : tweets, hashtags, commentaires sur Facebook, elle a étudié la controverse qui a opposé trente-quatre groupes de gauche et de droite à propos de l'interdiction de négocier pour les syndicats du

65. Voir par exemple le séminaire du GRER, à Paris, le 9 avril 2016, intitulé « Radio, mobilisations et crises politiques » et C. MABI et C. GRUSON-DANIEL (dir.), « Formes et mouvements politiques à l'ère numérique », *RESET*, n° 7, 2018.

66. G. RICHERI, « L'Internet en Chine, entre État et opinion publique », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 7, n° 1, 2018, p. 21-33.

67. J. SCHRADIE, *The Revolution That Wasn't: How Digital Activism Favors Conservatives*, Cambridge, Harvard University Press, 2019 ; R. R. JOHN, « Why the Left Is Losing the Information Age », *Washington Monthly*, juillet-août 2019. En ligne : <https://washington-monthly.com/magazine/july-august-2019/why-the-left-is-losing-the-information-age>.

secteur public en vigueur dans cet État. Finalement, dit-elle, si l'interdiction a été maintenue, c'est parce que les groupes conservateurs, méfiants à l'égard de la presse, ont su investir leur argent et leur temps dans les réseaux sociaux. Autrement dit, le techno-optimisme ne suffit pas à rallier des partisans, « les visions utopiques de la démocratie digitale ou dystopiques des méfaits d'Internet ⁶⁸ » sont moins influentes que le maniement des outils numériques et les bombardements de propagande ciblée, les prérogatives du pouvoir et de l'argent peuvent se conjuguer avec un individualisme de masse.

Sources et ressources

Pour pouvoir continuer cette histoire sociale des actrices et acteurs de la communication médiée, il est indispensable d'en présenter les sources et les méthodes, ainsi que quelques ressources pour les interpréter. Pour des raisons de place, je me limiterai à la France, mais on pourrait faire des présentations analogues pour bien d'autres pays, industriels du moins.

Les sources existent pour l'audiovisuel, et elles sont à la fois nombreuses et lacunaires. Nombreuses, car l'Institut national de l'audiovisuel fait son travail de conservation et numérisation des programmes du service public et de mise à disposition des internautes, des plateformes privées d'accès aux archives audiovisuelles se développent, notamment YouTube, « désormais le deuxième site le plus fréquenté dans le monde derrière Google, mais devant Facebook » et où « de nombreuses institutions archivistiques » ont ouvert une chaîne, y compris l'INA, Dailymotion, où c'est aussi le cas, et Vimeo et FilmoTV, deux plateformes alternatives ⁶⁹, tandis que le Web abonde en grilles, émissions et souvenirs. Lacunaires parfois, cependant, car diverses émissions n'ont pas été conservées, ou pas intégralement ⁷⁰. Les bibliothèques sont également de la partie, à commencer par le département de l'Audiovisuel de la Bibliothèque nationale de France : « issu de la Phonothèque nationale, [il] conserve et communique les collections de documents sonores, de vidéos et de documents multimédias (multisupports, logiciels, jeux vidéo...) sur tous les supports, entrés à la BnF par dépôt légal, mais aussi par acquisition, par don ou par dépôt volontaire ⁷¹ ». Dans tous les cas, l'interprétation des sons et images, y compris les documents audiovisuels numériques d'archives (DANA) ⁷², appelle une contextualisation, à la fois par les archives écrites, archives nationales et départementales ayant considérablement développé des

68. Formule sur le site français de Jen Schradie : <http://www.sciencespo.fr/osc/fr/node/1977>.

69. B. TEXIER, « Archives audiovisuelles : des plateformes pour les professionnels et le grand public », Archimag.com, 2017.

70. S. DE CLOSETS, *Quand la télévision aimait les écrivains. Lectures pour tous, 1953-1968*, Bruxelles, De Boeck, 2004, p. 23-32.

71. <https://www.bnf.fr/fr/departement-de-laudiovisuel>.

72. Pour un point de vue québécois : S. CÔTÉ-LAPOINTE, « Les documents audiovisuels numériques d'archives », *Documentation et bibliothèques*, vol. 65, n° 3, 2019, p. 39-57.

fonds éclairants en la matière, et par la constitution d'archives orales pour tenter de mieux cerner les capacités d'action des différents types d'acteurs. Des historiennes et historiens publient régulièrement des états des lieux ⁷³.

En ce qui concerne le numérique, l'immensité de la tâche rend la situation plus complexe : traiter des archives nativement numériques (d'où par exemple l'archivage par l'INA de comptes Twitter des journalistes de l'audiovisuel, etc.), constituer des corpus rassemblant des archives de listes, de forums et de groupes de discussion, sélectionner ou combiner des outils à utiliser, pratiquer les techniques de fouille, d'analyse, de partage, sans méconnaître leurs limites actuelles. Outre l'article de Philippe Rygiel dans le présent numéro, les recherches d'aujourd'hui cernent ce que l'on peut considérer comme archives du Web ⁷⁴ et présentent différentes manières de traiter les « traces textuelles du Web » comme sources pour enquêter sur des objets, comme la dynamique d'un forum grand public, le militantisme politique lors des élections, la science participative, les élaborations communes des internautes, les écarts de pouvoir entre participants à des discussions, ou encore, à partir des pratiques d'écriture en ligne de la mémoire de la Grande Guerre, des nouvelles modalités de formation de la mémoire collective ⁷⁵. On peut dès lors débattre sur ce que devient à l'ère numérique le « goût de l'archive » cher à Arlette Farge : l'appropriation des sources, les nouveaux rites de consultation et de partage (dont Twitter dans le rôle de la « machine à café virtuelle »), un goût de l'archive, des lieux, des gens susceptible de changer ⁷⁶. En tout état de cause, utiliser ces archives se fait de manière plus éclairante si l'historienne et l'historien sont partie prenante d'équipes ou de réseaux d'échanges d'expériences, avec à la fois d'autres chercheurs et des archivistes ou des conservateurs de bibliothèques.

Dans la masse de publications disponibles sur ces sujets, dont les différents guides édités par les Archives nationales, je voudrais signaler l'apport de trois revues spécialisées pour qui souhaite suivre l'évolution des recherches qui mobilisent de telles sources. Deux sont françaises, mais couvrent souvent un champ géographique plus vaste. *RESET. Recherches en sciences sociales sur Internet* (déjà citée plus haut) est une revue annuelle née en 2012. Elle considère Internet comme « un dispositif bel et bien

73. Quelques exemples : M. TSIKOUNAS, « Comment travailler sur les archives de la télévision en France ? », *Sociétés et Représentations*, n° 35, 2013, p. 131-155 ; T. OUFELLI (dir.), « Archives audiovisuelles et valorisation du patrimoine à l'ère numérique », *Les Cahiers du numérique*, n° 11, 2015 ; C. BIRDSALL et V. TKACZYK (dir.), « Listening to the Archive: Sound Data in the Humanities and Sciences », *Technology and Culture*, vol. 60, n° 2, supplément, 2019, notamment l'introduction, p. S1-S13.

74. F. MUSIANI, C. PALOQUE-BERGÈS, V. SCHAFER et B. G. THIERRY, *Qu'est-ce qu'une archive du web ?*, Marseille, Open Edition Press, 2019.

75. J.-P. COINTET et S. PARASIE (dir.), « Enquêter à partir des traces textuelles du web », *Réseaux*, n° 214-215, 2019.

76. F. CLAVERT et C. MULLER (dir.), « Le goût de l'archive à l'ère numérique », *Gazette des archives*, n° 253, 2019.

matériel de communication », et observe les « espaces en ligne » et les « pratiques de connexion » dans une optique assez proche de celle que le présent numéro développe pour les seuls acteurs de la communication : « que change – ou ne change pas – Internet ? Comment ce média modifie-t-il les interactions entre individus et entre groupes ? De quelles façons transforme-t-il l'organisation sociale, des mouvements politiques aux relations familiales, des groupes de patients aux formes de travail à domicile ? »⁷⁷. *RadioMorphoses*, autre publication annuelle en ligne, est depuis 2016 la première revue française « consacrée à l'étude de la radio et de la communication sonore médiatisée ». Elle est éditée par le GRER (Groupe de recherches et d'études sur la radio, fondé en 2005), qui tient en outre un commode carnet de recherche : RadioGraphy, et organise moult journées d'études et colloques internationaux. La troisième revue est américaine : *Information & Culture: A Journal of History* et cerne « les aspects sociaux et culturels de l'information dans notre monde ». Fondée en 1966, elle s'intitulait à l'origine *The Journal of Library History* et traitait donc de l'histoire des bibliothèques. Elle s'est élargie à la suite de trois changements de titre et privilégie désormais les travaux sur l'information « centrés sur l'utilisateur »⁷⁸.

Ce bilan nous a amenés à sélectionner des contributions mettant l'accent tantôt sur des tendances de fond, tantôt sur des aspects encore peu étudiés.

Les choix et résultats de ce numéro

Ils sont de cinq ordres.

Une chronologie longue et des circulations multidirectionnelles

S'il reste vrai que, depuis 1945, chaque grande période a eu son média dominant, en se centrant sur les acteurs de la communication audiovisuelle et numérique ce numéro a été amené à opter pour une chronologie plus longue. Ceci vaut pour les comportements des usagers, et l'article de Cécile Méadel remonte au dernier tiers du XIX^e siècle. Cela vaut aussi pour les professionnels de la communication : Timothy Stoneman montre que la stratégie radio des évangéliques, mis à l'écart par les grands réseaux américains dès 1927, commence à ce moment aux États-Unis, et en 1931 à l'échelle internationale. Il relève qu'en Europe la création de Radio Vatican en 1931 puis, pour le grand public, la venue sur les ondes de Radio Luxembourg en 1933 et de Radio Monte Carlo en 1942 ont créé un cadre de radios internationales privées ; Samuel Zarka indique que les clivages qui se sont affirmés en France chez les techniciens du cinéma en 1936-1937 se sont transportés à la télévision après-guerre et, en se cumulant avec le changement technique et les effets de marché,

77. Site de la revue, déjà cité.

78. Site de cette revue : <https://infoculturejournal.org/about/history>.

ont entraîné à la fois une scission syndicale en 1981, durable jusqu'à nos jours, et la complexité de la convention collective de l'audiovisuel ; Théo Briont souligne l'usage que la télévision publique d'après-guerre fait des créateurs et musiciens de l'avant-guerre ou de l'Occupation. Il n'y a pas là seulement un réflexe d'historiens s'inscrivant spontanément dans la longue durée, cette préoccupation est aussi celle des spécialistes des médias. Ils mettent en garde contre la « rhétorique de la nouveauté » ou s'en vont chercher jusqu'au XIX^e siècle les débuts du « temps long des réseaux sociaux numériques » avec la critique musicale en Allemagne puis le rôle des correspondants locaux dans la presse quotidienne régionale française, ajoutant que, sur le plan proprement numérique, les communautés virtuelles sont de toute façon antérieures à Internet⁷⁹. D'autres s'interrogent sur l'applicabilité aux grandes plateformes numériques des médias sociaux de « la philosophie politique appliquée à la presse et à l'audiovisuel en vue de la construction d'un espace public délibératif » et des deux types de régulations qui ont été pratiqués jusqu'ici : autorisation d'émettre ou de publier, règles de la concurrence⁸⁰.

De même, au cours des articles apparaissent des circulations entre des médias successivement nouveaux et des pratiques ou techniques qui leur sont soit antérieures, soit contemporaines ou coexistantes. Une notice documentaire de l'INA signale ainsi la création de 8 minutes 49 de dessins animés pour la scène de l'Elbe du premier opéra diffusé à la télévision, en janvier 1950, *La damnation de Faust*. On pense ici à ce que Walter Benjamin appelait pour l'art, en 1935-1936, les moyens de reproduction mécaniques⁸¹, et désormais électriques, dont la caractéristique est une reproductibilité de fait qui avance « par bonds successifs séparés par de longs intervalles », donc pour l'image au bélinographe⁸², pour le texte et l'image à la télécopie⁸³, pour l'image et le son au jeu vidéo⁸⁴, au disque, aux cassettes enregistrées, aux CD et DVD. On songe aux équipements antérieurs : salles de music-hall, de concert et d'opéra citées par Théo Briont (qui mentionne aussi les captations effectuées dans des

79. A. FICKERS et P. GRISET, *Communicating Europe...*, *op. cit.*, p. 359-366 ; F. CLAVERT, M. GRANDJEAN et C. MÉADEL (dir.), « Le temps long des réseaux sociaux numériques », *Le Temps des médias*, n° 31, 2018.

80. M. DAGNAUD, « Facebook : comment réguler une société en miroir ? », *Telos-eu*, 19 février 2018. En ligne : <https://www.telos-eu.com/fr/societe/facebook-comment-reguler-une-societe-en-miroir.html>.

81. W. BENJAMIN, *L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique, édition comparée*, Paris, Allia, 2003.

82. R. SOULARD, « Édouard Belin et la télévision », *Revue d'histoire des sciences et de leurs applications*, vol. 18, n° 3, 1965, p. 265-281 ; M. CHERMETTE, « Transmettre les images à distance : chronologie culturelle de la téléphotographie dans la presse française », *Études photographiques*, n° 29, 2012, p. 136-169.

83. J. COOPERSMITH, *FAXED: The Rise and Fall of the Fax Machine*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2015.

84. J. NEWMAN, *A History of Early Videogame Sound and Music: Before the Red Book*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019 et J. NEWMAN, I. SIMONS et D. SURMAN (dir.), *The Videogames Handbook*, Abingdon, Routledge, 2020.

amphithéâtres antiques ou des théâtres), aux studios de cinéma évoqués par Samuel Zarka, aux circulations de personnes avec la presse, comme le montre Françoise Daucé pour la Russie depuis la fin des années 2000, et avec le cinéma (S. Zarka, T. Briont)⁸⁵. Mais la relation avec le territoire d'une grande partie des acteurs de la communication médiée est sensiblement différente de celle qui s'établit dans le cinéma. Là, écrit la sociologue Gwenaële Rot, le tournage « se joue entre un territoire, une ville, et la production d'une œuvre cinématographique. Dans le temps éphémère où les films s'accomplissent, travailleurs du cinéma et travailleurs de la ville apprennent à combiner leurs actions pour rendre possibles les tournages. À mesure que les équipes de film se les approprient, les lieux choisis pour servir de décor ne sont plus figés, circonscrits ni fermés au regard extérieur, ils s'ouvrent, deviennent malléables, se recomposent sans cesse au fil de multiples événements⁸⁶ ».

Un poids croissant des usagers

Dans une première partie, trois articles montrent la prise croissante des usagers sur la communication de masse, à la fois du fait de la volonté d'une partie des usagers et de l'évolution des techniques elle-même, qui rend plus faciles leur pression et leur organisation en réseaux. Cécile Méadel présente une mise au point sur la montée en puissance des usagers de part et d'autre de l'Atlantique. Récusant les oppositions courantes entre usagers pionniers et usagers de masse et entre usagers individuels et collectifs, elle met l'accent sur l'émergence de techniques de masse et de tous, tout en repérant les différenciations d'utilisation selon l'âge, le genre et la classe – et aux États-Unis on ajouterait l'ethnie ou la « race ». Elle montre ensuite les capacités des usagers à transformer les techniques, la création de collectifs soucieux de s'initier et de partager les compétences, la domestication des objets par des collectifs qui contribuent aux usages individuels. Elle conclut à l'inséparabilité du besoin d'autonomie de l'individu et de sa volonté d'appartenir à un groupe social. Léo Joubert, lui, étudie les étapes de la constitution du « parfait wikipédien » depuis 2002, c'est-à-dire le passage de l'utilisateur au créateur ou au synthétiseur de contenus accessibles à tous, permis par de complexes modalités d'engagement et de surveillance des contributeurs en ligne, au service d'un renouvellement majeur et multilingue de la formule ancienne de l'encyclopédie collective. Enfin, Clément Mabi retrace les possibilités de critique sociale dont les réseaux sociaux numériques ont été les vecteurs, en France comme ailleurs. Il explique comment elles ont pu déboucher sur des mobilisations plus intenses, à la fois en ligne et dans l'espace public, ce qui a été par exemple le cas des gilets jaunes. Il se demande donc si Internet a permis un renouvellement du militantisme⁸⁷ et à quelles conditions l'on pourrait

85. G. ROT, *Planter le décor. Une sociologie des tournages*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019.

86. *Ibid.*

87. Voir le dossier « Internet réinvente-t-il le militantisme ? », *Projet*, n° 371, 2019.

parler de démocratie numérique. La résilience de nombreux internautes iraniens en 2019 pour contourner la fermeture de l'accès à Internet en passant par des satellites ou par des applications autorisées fait apparaître un autre enjeu : le droit des citoyens à accéder à Internet et à préserver leurs données.

Des professionnels dont la qualité de travail est reconfigurée

Une deuxième partie s'attache aux tensions d'un autre type d'acteurs, les professionnels de l'audiovisuel et du numérique, dans leurs relations de travail avec leurs employeurs privés et publics. Pour la France, Samuel Zarka montre comment les transformations des relations entre télévision et cinéma pour les œuvres de fiction débouchent sur un conflit au sein des personnels sur les périmètres professionnels, où s'affrontent deux conceptions : l'appartenance à un métier lié à la spécificité d'un produit ou la place dans un collectif capable d'intégrer des établissements nouveaux. Il en résulte une division du fait syndical technicien, durant l'année 1981, autour de la question majeure de la qualité du travail. Pour la Russie de Vladimir Poutine entre 2012 et 2019, et singulièrement pour Moscou, Françoise Daucé s'attache à un seul segment : les journalistes en ligne des médias indépendants. Elle montre comment le développement par ces professionnels d'une qualité de travail propre permet, malgré l'instabilité, la précarité et les pressions politiques, l'émergence d'une conscience collective et les débuts d'un syndicalisme indépendant.

L'expansion des cultures antérieures face à l'émergence d'une « économie de la fascination »

Un troisième ensemble aborde les programmes audiovisuels du point de vue de pratiques culturelles internationalisées de longue date qui leur pré-existent et d'acteurs qui au fil des années se retrouvent minoritaires dans les volumes produits, tout en étant reçus par des publics plus vastes que jamais auparavant. Deux articles permettent de contraster radio et télévision. Le premier se consacre à la dimension internationale des rapports entre religions et radios⁸⁸. Timothy Stoneman retrace les avatars successifs des projets de mondialisation radiophonique religieuse, en l'occurrence les initiatives obstinées d'une puissante secte américaine, les évangéliques, pour investir de 1945 à 1965 l'espace radiophonique européen et tenter d'y convertir les âmes. Il met en évidence les ressources que leur offre une

88. Sur la dimension nationale : W. F. FORE, *Television and Religion: The Shaping of Faith, Values and Culture*, Minneapolis, Augsburg Publishing House, 1987 ; R. PROT, « Radio et religions. Réseau d'État, postes privés, monopole et stations libres », *Cahiers d'histoire de la radiodiffusion*, n° 63, 2000, p. 78-103 ; J. GUTWIRTH, « Construction médiatique du religieux. La dynamique de la télévision et la religion des télévangélistes », in P. BRÉCHON et J.-P. WILLAIME (dir.), *Médias et religions en miroir*, Paris, PUF, 2000, p. 157-170 ; C. MALHERBE, « Comment les religions ont trouvé leur place à la radio et la télévision », *La Revue des médias*, 6 juin 2017, mis à jour le 19 mars 2019. En ligne : <https://larevue-desmedias.ina.fr/comment-les-religions-ont-trouve-leur-place-la-radio-et-la-television> ; F. ANTOINE et D. DOUYÈRE (dir.), « Religions et médias », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, n° 13, 2018.

technologie spécifique : les ondes courtes et le choix d'émettre à la périphérie de l'Europe, de plus en plus loin, pour y investir les consciences. Le second article se demande si, sur une longue période, la télévision devient plus qu'une chambre d'écho de la musique et s'interroge pour savoir s'il y a ou non des effets en retour⁸⁹. Théo Briont compare les destinées que trois types de musique : musique de variétés, musique de concert et musique d'opéra ont connues en France sur les chaînes de télévision, surtout publiques, jusqu'à aujourd'hui. Il souligne lui aussi l'ouverture des possibilités techniques pour marier le son et l'image, et présente la multiplication des formats de présence musicale à l'antenne, au bénéfice surtout de la diffusion ou de la captation des œuvres par rapport à la création. Après avoir évoqué l'importance de la constitution puis du maintien d'un public jeune, il différencie la recherche croissante par les dirigeants des chaînes du grand public aux heures de grande écoute et la relégation à d'autres horaires des musiques qui attirent d'autres amateurs. Il est cependant attentif aux possibilités nouvelles offertes par Internet et par les formes multiples de télévision de rattrapage ou de réécoute, tout en mettant en garde contre les ambitions de firmes américaines spécialisées dans ce que, pour sa part, Gwenaële Rot appelle si heureusement dans son livre « une économie de la fascination⁹⁰ ». À une échelle mondiale, un débat analogue existe aujourd'hui dans les milieux du cinéma. Le metteur en scène américain Martin Scorsese a rompu des lances en faveur d'une distinction maintenue entre divertissement audiovisuel et cinéma⁹¹.

Une inscription dans un nouveau territoire de l'historien

Si toutes ces questions concernent ainsi l'histoire sociale au premier chef, il n'en reste pas moins que les historiennes et historiens sociaux sont eux-mêmes un des types d'acteurs de la communication médiée, par la méfiance de certains d'entre eux, par les usages professionnels que d'autres y développent et par leurs prises de parole qui les font interagir avec d'autres. Avec Internet et les médias sociaux, c'est même devenu une question centrale pour la profession historique, aussi bien les enseignants-chercheurs et chercheurs que ceux de l'enseignement scolaire : que faire sur le nouveau « territoire de l'historien⁹² » que constitue le numérique ? *Le Mouvement social*, qui a soutenu ces explorations bien avant de devenir elle-même une revue bimédia, ne pouvait manquer de participer à ce vaste débat qui est en cours à travers le monde, à coups

89. Voir aussi dans deux domaines très différents de la musique : S. FRITH, « Look! Hear! The Uneasy Relationship of Music and Television », *Popular Music*, vol. 21, n° 3, 2002, p. 277-290 et D. FRANCFORT, « Vous avez dit "classique" ? La musique classique à la télévision française des années 1950 aux années 1990 », *Le Temps des médias*, n° 22, 2014, p. 107-122.

90. G. ROT, *Planter le décor...*, op. cit., conclusion.

91. M. SCORSESE, « The Dying Art of Filmmaking », *New York Times*, 5 novembre 2019. Sur ce débat, voir J. DUVAL, *Le cinéma au XX^e siècle. Entre loi du marché et règles de l'art*, Paris, CNRS Éditions, 2016.

92. E. LE ROY LADURIE, *Le territoire de l'historien*, Paris, Gallimard, t. I, 1973 et t. II, 1978.

d'articles, de livres⁹³, de journées d'études, de blogs ou bien de sites. Notre choix a été de demander à un historien du social et de l'économique précocement investi dans les TIC, Philippe Rygiel, de présenter un bilan personnel de sa présence d'historien français engagé aux plans national et international dans le numérique et d'évoquer les perspectives qui s'offrent à l'histoire sur Internet en termes de sources et de ressources, de contraintes et de projets. Si les historiens sociaux des mondes contemporains veulent accroître leur place dans ce territoire, ils ont à échanger davantage sur les questions de formation, de méthode, de déontologie, de participation à la culture numérique⁹⁴ pour naviguer dans un espace de données, d'images, sons et signes qui ne cesse de se dilater. Les archives, les objets, les sites agricoles, industriels, bancaires, les habitats et les patrimoines ont à gagner à cet élargissement du métier d'historien qui paraît se profiler. Les historiens sociaux pourraient y apporter leur volonté critique et leurs engagements.

Par-delà ses articles et ses notes de lecture sélectionnées par Benjamin Guichard, ce numéro spécial constitue une forme d'appel à un engagement accru des historiennes et historiens du social dans l'étude des divers acteurs de la communication médiée, de l'audiovisuel à Internet⁹⁵. Cette histoire peut être à la fois celle de la production de soi au contact d'un ou plusieurs médias⁹⁶, avec tous les flux et les temporalités qu'ils peuvent charrier⁹⁷, et celle des interactions entre leurs multiples acteurs collectifs et individuels en présence à différents lieux et moments. Elle pourrait contribuer à mieux situer la compréhension de la mutation radicale de l'information, du divertissement et des productions culturelles qui est désormais engagée à l'échelle mondiale par l'irruption d'entreprises extérieures au secteur, et qui est aussi profonde que celle provoquée par l'essor de la télévision après 1945, puis par l'arrivée du transistor. Elle nous amène à répondre à la question que nous posons d'entrée de jeu : tous acteurs ? À une interrogation analogue concernant « le siècle du smartphone », Philippe Guibert, le haut fonctionnaire communicant des ministères sociaux, répondait récemment avec ironie : « Tous pasteurs⁹⁸ » : « À l'administration catholique de l'information verticale et centralisée succède une gestion protestante qui fait de chaque détenteur de smartphone un pasteur. La seconde Réforme de l'Occident. » Je n'irai

93. Par exemple S. LAMASSÉ et G. BONNOT (dir.), *Dans les dédales du web. Historiens en territoires numériques*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2019.

94. D. CARDON, *Culture numérique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019.

95. Nous remercions pour leurs conseils ou leur aide à différents stades de l'élaboration de ce numéro Christophe Aguiton, Irène Bastard, Monique Dagnaud, Arielle Haakenstad, Richard John, Dominique Marchetti, Isabelle Pailliar, Johan Schot, Heike Weber.

96. H. GLEVAREC, « *Ma radio* ». *Attachement et engagement*, Bry-sur-Marne, INA Éditions, 2017.

97. Voir la description satirique d'un romancier belge : J.-P. TOUSSAINT, *La télévision*, Paris, Éditions de Minuit, 1997, p. 18-21.

98. P. GUIBERT, « Tous pasteurs », *Médium*, n° 54, 2018, p. 57-78.

pas tout à fait jusque-là. Mais ce numéro a mis en exergue la variété des acteurs de la communication médiée, a souligné qu'elle ne date pas de la dernière pluie⁹⁹, a relevé que les inégalités substantielles de moyens et de pouvoirs entre ces acteurs n'empêchaient pas de parler d'interactions accrues et de capacités individuelles et collectives des usagers face aux TIC et donc d'expression dans la communication médiée, et ce sans se limiter à « l'Occident ». Alors oui, tous acteurs !

99. On pense à la mise en garde de l'historien anglais des techniques D. EDGERTON, *Quoi de neuf ? Du rôle des techniques dans l'histoire globale*, trad. fr., Paris, Éditions du Seuil, 2013, contre le concept sociologique d'âge de l'information, qu'il juge marqué par une « technophilie naïve et infondée ».